

Le pouvoir aux travailleurs

29 Mars 2014

N° 199

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
EDITORIAL :	
- LES EXPLOITEURS NE COMPRENNENT QUE LE LANGAGE DE LA FORCE COLLECTIVE DES TRAVAILLEURS !.....	2
- A PROPOS DU TRANSFÈREMENT DE CHARLES BLE GOUDE À LA CPI....	3
- C'EST LE CAPITALISME QUI EST MORTEL !.....	3 - 4
- QUAND L'INCURIE DES AUTORITÉS TRANSFORME LES CHU EN MOUROIRS !.....	4
- LE GOUVERNEMENT A LA TRAINÉ DANS LA PRÉVENTION CONTRE L'ÉPIDÉMIE DE FIÈVRE ÉBOLA.....	4 - 5
- AH ! CES PATRONS QUI AIMERAIENT QUE LES TRAVAILLEURS VIVENT COMME AU TEMPS DE L'ESCLAVAGE !	5
- LA SOUFFRANCE DES TRAVAILLEURS N'A QUE TROP DURÉ !.....	6 - 7
- FILTISAC : LE PATRON REPREND DE LA MAIN DROITE CE QU'IL A DONNÉ DE LA MAIN GAUCHE.....	7 - 8
- LA MISÈRE SECRETÉE PAR LE CAPITALISME SUCITE L'EXODE MASSIF DE MIGRANTS AFRICAINS VERS L'EUROPE....	9
- MAURITANIE : UN POUVOIR VISCÉRALEMENT INCAPABLE D'ÉRADIQUER L'ESCLAVAGE.....	9 - 10

**LES EXPLOITEURS NE COMPRENNENT QUE
LE LANGAGE DE LA FORCE COLLECTIVE DES TRAVAILLEURS !**

La presse, qu'elle soit gouvernementale ou de l'opposition, fait rarement cas de la situation catastrophique qui frappe durement les travailleurs. Cette situation ne fait pourtant que s'aggraver malgré les discours triomphalistes des dirigeants au pouvoir sur leur « *taux de croissance* », voire la prochaine entrée de la Côte d'Ivoire dans le cercle des pays dits « *émergents* ». Cette presse ne relate pas non plus les luttes des travailleurs pour l'amélioration de leurs conditions d'existence.

Tout dernièrement, ce sont des dockers qui se sont mis en grève. Pour avoir bloqué une voie d'accès au port, ils ont été réprimés à coups de matraques et de gaz lacrymogène. Gouvernement et patronat ont tout fait pour que cette grève soit rapidement étouffée et ne gagne l'ensemble du port ou ne s'étale surtout à la zone industrielle de Vridi qui jouxte le port d'Abidjan.

Au-delà des dockers, le mécontentement existe au niveau de l'ensemble des travailleurs, même s'il ne s'exprime pas toujours ouvertement. Ce n'est pas par hasard si le moindre appel à s'organiser rencontre une oreille favorable des travailleurs, comme ce fut le cas il y a de cela une dizaine de jours à la zone industrielle de Yopougon. Ici, un groupe de travailleurs avait tenté de se rassembler sur la voie publique pour discuter de leurs problèmes. La police est aussitôt intervenue pour leur demander de se disperser sous prétexte qu'ils n'avaient aucune autorisation administrative pour se réunir.

Pour le moment les patrons se sentent forts. Ils font presque tout ce qu'ils veulent, d'autant plus qu'un nombre énorme de chômeurs ne demandent qu'à travailler à n'importe quelles conditions parce qu'il y va de leur survie. Même ceux qui ont la chance d'avoir un travail, c'est la plupart du temps dans la précarité totale.

Dans de nombreuses entreprises, les travailleurs n'arrivent même pas à percevoir la totalité de leur salaire déjà bien maigre. Les employeurs mettent les travailleurs en chômage sans indemnisation, sous n'importe quel prétexte : manque de matière première, surstock, etc. Des ouvriers se retrouvent ainsi sans ouvrage durant plusieurs jours dans le mois et vivent avec un salaire amputé. Même dans les grosses entreprises comme Filtisac et Sotaci, de nombreux travailleurs sont payés à la tâche. Non seulement le salaire de l'ouvrier est dérisoire, mais il y laisse aussi sa santé.

C'est la situation actuelle de la classe ouvrière. Tôt au tard la colère explosera et il faut que ceux qui nous gouvernent et les grands capitalistes dont ils sont les serviteurs, sachent que ce n'est certainement pas une répression policière qui empêchera les travailleurs de s'organiser pour défendre leur droit à la vie et à la dignité !

L E U R S O C I E T E

A PROPOS DU TRANSFÈREMENT DE CHARLES BLE GOUDE À LA CPI

L'épisode de l'arrestation de Blé Goudé a connu un rebondissement en cette fin de mois de mars. Il a été remis à la Cour pénale Internationale (CPI) le 22 mars dernier. Ce transfèrement a suscité des réactions diverses au sein des populations : de l'indignation ou du soulagement pour certains et de l'indifférence chez d'autres.

Depuis la fin de la crise électorale qui avait endeuillé la Côte d'Ivoire, le Tribunal pénal international (TPI) avait émis des mandats d'arrêt contre trois personnes. Si dès les premiers jours, le nouveau pouvoir ivoirien a transféré le président déchu Laurent Gbagbo, il a toujours fait blocage au transfèrement des deux autres : Simone Gbagbo et Blé Goudé.

Blé Goudé, depuis son extradition du Ghana était détenu au secret. Dans le courant du mois de mars, des photos montrant sa mauvaise condition de détention avaient été publiées par ses

partisans. Cela a suscité beaucoup de débats. Du coup, le pouvoir qui a été mis à mal, s'est senti obligé de publier d'autres photos montrant que Blé Goudé était bien traité. Peu de jours après, ce prisonnier plutôt encombrant a été transféré à la Haye (Pays-Bas) siège de la Cour pénale internationale.

Sa première audience a eu lieu le 25 mars. Il s'en est servi comme tribune pour se positionner comme l'héritier de son mentor Gbagbo. Il sait que cela peut lui servir pour se positionner dans l'avenir.

Si Blé Goudé et Gbagbo se retrouvent aujourd'hui à La Haye, c'est surtout parce qu'ils ont perdu dans la confrontation face à leurs adversaires politiques que sont les Ouattara-Soro-Bédié. Si c'est pour les crimes commis, ce ne sont pas seulement eux qui devraient se retrouver à la CPI. Les Soro et autres chefs de guerre n'ont pas moins tué qu'eux.

C'EST LE CAPITALISME QUI EST MORTEL !

Une « *enquête démographique et de santé* » réalisée en 2012 en Côte d'Ivoire indique une mortalité de plus d'un enfant sur dix. Selon cette même enquête, « *le paludisme, la diarrhée et la pneumonie sont parmi les maladies les plus meurtrières chez les enfants. 63.000 enfants meurent de paludisme et 70.000 de diarrhée ou d'infections respiratoires aiguës* ».

Si ces maladies somme toute bénignes deviennent mortelles c'est surtout à cause de la misère dans laquelle vit la grande majorité de la population de ce pays. Rien qu'à Abidjan, plus d'un million et demi de personnes vivent dans les taudis, souvent sans eau courante, sans latrines, sans moyens pour se nourrir convenablement et sans accès aux soins modernes, comme tout être humain devrait en avoir droit. Comment s'étonner alors que la moindre maladie tue ?

Selon ces chiffres officiels qui minoreraient probablement la réalité, près de huit enfants sur dix n'ont pas accès aux centres de soins à cause de leurs éloignements. Par contre, cette enquête ne dit pas combien d'autres en plus n'y ont pas non plus accès à cause de la pauvreté de leurs parents !

Ce gouvernement, comme celui qui l'avait précédé fait des beaux discours sur l'accès à la santé pour tous. Mais la réalité est là pour montrer qu'entre les discours et la mise en place il y a un gouffre ! La première mesure urgente à prendre est la lutte contre la pauvreté et la précarité. Autrement dit, entre autres choses, mettre fin au travail journalier par l'embauche. Augmenter significativement les salaires en fonction de la cherté du coût de la vie ; lancer un programme de construction massive de logements pour loger en

L E U R S O C I E T E

priorité les populations qui vivent dans les quartiers précaires, etc.

Dans tous les cas, les chiffres susmentionnés sont en eux-mêmes

révoltants et sonnent comme une condamnation de ce régime qui prive la grande majorité de la population du minimum vital, dont l'accès aux soins.

QUAND L'INCURIE DES AUTORITÉS TRANSFORME LES CHU EN MOUROIRS !

Agressée et projetée d'un taxi dans la nuit du 23 mars, la jeune mannequin Awa Fadiga, a été déposée aux urgences du Chu de Cocody par les sapeurs pompiers. Celle-ci n'aurait bénéficié des premiers soins que le lendemain à 13 heures. Elle est morte. Selon les parents de la défunte, les soins ont été administrés trop tardivement à leur fille. Selon la tante de la défunte, le premier responsable du Chu lui aurait affirmé que même pour se laver les mains il doit, lui-même, acheter le savon.

La mort de la jeune mannequin dans de telles circonstances au Chu de Cocody met en évidence ce que les populations pauvres vivent au quotidien quand elles se retrouvent aux urgences dans les différents centres hospitaliers. Car si aujourd'hui le cas de Awa Fadiga fait beaucoup de bruit dans la presse et contraint le gouvernement à diffuser un communiqué, c'est parce que celle-ci est connue dans le milieu des artistes. Mais en fait ce n'est qu'un échantillon du calvaire des travailleurs et des populations pauvres. Il y a quelques jours, un travailleur dans la commune d'Adjamé, est mort des suites d'une crise d'asthme après

avoir cherché auprès des trois Chu d'Abidjan des soins adéquats. Derrière les discours officiels, se cache une réalité cruelle car les centres hospitaliers sont mal équipés et ne disposent pas de médicaments et de matériels d'intervention même élémentaires de première urgence.

Ce n'est pas seulement de l'incurie mais c'est aussi un crime manifeste des autorités de ne pas suffisamment investir dans le système sanitaire, en équipant correctement les hôpitaux. Au demeurant ce qu'elles savent faire c'est la privatisation comme elles l'ont fait avec la Pharmacie de santé publique pour permettre à des capitalistes de s'enrichir sur le dos des malades.

Les autorités savent que ces hôpitaux publics sont de vrais mouiroirs. Ce n'est pas pour rien que les hauts dirigeants de ce pays et les riches dont ils servent les intérêts ne fréquentent pas ces hôpitaux. Ces gens-là se font soigner dans les cliniques ou dans les hôpitaux des pays développés. En son temps, Gbagbo pour un simple mal de dent avait préféré se soigner au Maroc. C'est le même cas aujourd'hui pour Ouattara qui pour un petit bobo court à Paris pour se soigner.

LE GOUVERNEMENT A LA TRAINÉ DANS LA PRÉVENTION CONTRE L'ÉPIDÉMIE DE FIÈVRE ÉBOLA

Depuis deux mois, une épidémie de fièvre hémorragique dite Ebola a fait plus de 70 morts en Guinée et 5 au Libéria. Des cas suspects ont été décelés aussi en Sierra Léone. Le virus se manifeste par une poussée de fièvre, des diarrhées, des vomissements, une fatigue prononcée et des saignements.

Alors que depuis deux mois, les pays frontaliers sont en alerte, ce n'est que le 25 mars dernier que s'est tenue en Côte d'Ivoire une réunion interministérielle sur la question.

Le gouvernement a commencé à faire passer des messages à la population pour soi- disant prévenir une éventuelle

L E U R S O C I E T E

épidémie. Cela va des règles d'hygiène à l'interdiction de manipuler ou de consommer de la viande de brousse, en mettant l'accent sur ce dernier point.

Or, dans la majorité des quartiers précaires, plusieurs familles partagent une seule latrine. Comment peut-on y parler d'hygiène ? Les canalisations sont bouchées. Les ordures ménagères sont laissées à l'air libre. Dans de nombreuses communes, les populations n'ont pas accès à l'eau potable. Des familles n'arrivent même pas à s'offrir un bon

savon alors comment peut-on parler de se laver régulièrement les mains ? C'est cette misère dans laquelle vit une grande partie de la population qui favorise l'épidémie.

Il ne faut pas attendre grand-chose d'un gouvernement qui attend deux mois pour faire semblant de faire quelque chose alors que la période d'incubation du virus est de 21 jours. Ici même, à Abidjan, les hôpitaux sous équipés seront incapables de faire face à une épidémie, à plus forte raison ceux de l'intérieur du pays.

AH ! CES PATRONS QUI AIMERAIENT QUE LES TRAVAILLEURS VIVENT COMME AU TEMPS DE L'ESCLAVAGE !

Le président de la CGECI (Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire) a animé une conférence de presse dans laquelle, il se plaint de la pression fiscale qui serait trop forte sur les entreprises. Pour lui, il faut baisser les taxes pour attirer les investisseurs qui vont créer de l'emploi et générer davantage d'impôts. Ainsi, *« plus on aura d'entreprises, plus on aura des emplois et plus on aura des impôts pour l'Etat »*. Il ne s'est pas arrêté là. En patron intransigeant, il n'a pas manqué de fustiger *« un code du travail pénalisant »* pour les investisseurs. Pour lui, *« la rigidité du système ne facilite pas la tâche des entreprises »*.

Pourtant, tous les gouvernements qui se succèdent ne font que faire des cadeaux aux patrons sans rien exiger d'eux en retour.

Depuis près de 20 ans, aucune entreprise n'embauche véritablement. Partout, c'est le travail précaire. Il y a des journaliers qui ont 10, 15, 20 ans d'ancienneté. La proportion des précaires fait parfois 5 fois l'effectif des embauchés de l'entreprise. Quant aux salaires, les patrons pratiquent selon leur bon vouloir. La preuve, le gouvernement vient d'augmenter le SMIG, mais pratiquement 5 mois après, des milliers de travailleurs n'ont encore rien vu sur leur fiche de paye.

Mais peut-être, ce monsieur qui demande un code du travail moins pénalisant pour les exploiters, voudrait voir à leur disposition des travailleurs réduits à être des moins que rien, qu'on exploiterait à volonté sans les payer avant de le jeter à la rue comme des peaux de bananes.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

LA SOUFFRANCE DES TRAVAILLEURS N'A QUE TROP DURÉ !

Un ouvrier de la zone industrielle de Yopougon résume ainsi le contexte actuel dans son entreprise : *« tu fais ce qu'on te demande de faire sans poser trop de questions. Même les petits chefs sont de véritables dieux sur terre. Au moindre petit rapport, tu es renvoyé. Quand ils décrètent des heures supplémentaires, personne n'ose refuser. Nos plaintes restent entre nous »*. C'est loin d'être un cas isolé.

Il arrive parfois que des ouvriers (ou des ouvrières, comme à la conserverie de thon, au port de pêche) travaillent des jours et des nuits, prenant tout juste le temps de dormir un peu sur les lieux même du travail. C'est une situation vraiment révoltante.

De peur, peut-être, que la situation devienne explosive, le gouvernement a pris les devants en augmentant le salaire minimum depuis le mois de novembre 2013. Même si cette révision est toute dérisoire devant la cherté de la vie, à ce jour elle n'est toujours pas effective dans toutes les entreprises. Là où elle l'est, seuls les journaliers en ont bénéficié. Les embauchés, de leur côté, n'ont encore rien vu sur leur bulletin de paie. Souvent, les patrons se réfugient derrière le prétexte que *« le gouvernement n'a pas encore indiqué la nouvelle grille des salaires pour les embauchés »*. Ils attendent peut-être le coup de colère de la classe laborieuse pour se décider !

Des menaces de toutes sortes pour intimider les travailleurs

Un patron d'une entreprise située dans la zone industrielle de Yopougon a sorti une note de service interdisant ouvertement aux ouvriers de *« faire de la politique à l'usine »*. Il va de soi que pour cet exploitateur, discuter des problèmes des travailleurs, c'est *« faire de la politique »*.

En cela, il n'a pas totalement tort. C'est en discutant des problèmes communs, en s'organisant pour se constituer une force, que les travailleurs peuvent ensemble se faire respecter de leurs exploitateurs qui les considèrent comme des bêtes de somme ! C'est aussi de cette manière qu'ils pourront combattre toutes les injustices qu'ils subissent en dehors de l'entreprise.

Quelques exemples de luttes qui montrent le chemin

A Sotaci, dans la zone industrielle de Yopougon, des travailleurs d'une petite section de mise en boîte de clous, payés à la tâche, se sont organisés pour imposer leurs revendications. Il leur a fallu 21 jours de grève pour que leur salaire mensuel passe de 60.000 Fr à 80.000 Fr. ils ont aussi, par la même occasion, gagné le respect, même des petits chefs qui n'avaient auparavant que du mépris pour eux.

Au PK18, sur le chantier Covec à Abobo où travaillent environ 900 travailleurs, dans la construction de logements, le salaire des manœuvres est passé de 2.500 Fr à 4.186 Fr par jour, au bout de quatre jours de grève, avec blocage et menace d'une grève illimitée.

Dans l'entreprise Sico qui construit le siège social de « Green », à Cocody-Ambassade, les ouvriers se sont mis en grève pour refuser le renvoi de leurs camarades accusés d'avoir voulu organisé leurs collègues de chantier. Aujourd'hui, les 7 ainsi que les 20 autres qui les avaient soutenus, ont tous été réintégrés. Le patron a été contraint de payer 5 jours sur les 8 que ces travailleurs ont passés hors de l'entreprise. Concernant leurs points de revendication, la négociation reprend. Il s'agit, entre autre, d'augmentation des salaires, d'embauche, de sécurité, de déclaration à la Cnps, etc.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

A Sétao, une entreprise de construction de Bouygues qui a la charge en ce moment de l'extension du centre commercial Cap-Sud, les travailleurs ont bloqué le chantier pour réclamer les « *droits de fin de chantier* ». Au nombre d'une soixantaine, ils viennent d'arracher une somme totale de 11 millions de francs.

Ces exemples montrent que les travailleurs peuvent renverser le rapport de force en leur faveur et arracher des revendications à leurs exploiters quand ils mènent une lutte collective. Plus cette lutte sera large et ira au-delà des luttes corporatistes, touchant plusieurs

entreprises, paralysant l'activité économique, plus les chances de victoires des travailleurs seront grandes.

Les faits sont là pour montrer que les travailleurs ne peuvent aucunement compter sur les hauts dirigeants syndicaux qui sont tous aux ordres du gouvernement et du patronat. Ils ne peuvent pas non plus compter sur les partis politiques de l'opposition qui ont montré durant dix ans leur servilité envers le patronat lorsqu'ils étaient au pouvoir. Ils ne peuvent compter que sur leur propre volonté de s'organiser pour rendre les coups aux exploiters.

FILTISAC : LE PATRON REPREND DE LA MAIN DROITE CE QU'IL A DONNÉ DE LA MAIN GAUCHE

Filtisac est une entreprise de textile qui produit des sacs en jute et en polypropylène. L'une des sections s'occupe de la fabrication de bouteilles en plastique. Cette entreprise emploie plus de 1500 travailleurs dont la moitié sont des journaliers. Avec l'augmentation du Smig qui passe de 36000 F à 60000F, c'est seulement aux journaliers que la direction l'a accordée. Mais en contrepartie, elle a durci les conditions de travail pour récupérer en rendement l'augmentation qu'elle vient d'accorder. Voici le témoignage d'un travailleur à ce sujet.

« Depuis que les patrons nous ont accordé l'augmentation, le rythme de travail est devenu infernal et digne de l'esclavage. Le travail de dimanche est devenu obligatoire pour nous les journaliers et est pointé en heures normales alors qu'il devrait l'être en heures supplémentaires. Si jamais il t'arrive de t'absenter, tu es « un homme mort » car c'est le renvoi immédiat. Dans notre travail, il est interdit de tomber malade. Le repos médical n'existe plus désormais. Si tu es malade et que tu demandes un repos

médical au patron, celui-ci, non seulement ne s'occupe pas de tes soins mais il te donne un repos définitif, ce qui équivaut à un renvoi. Résultat, nombreux sont les collègues qui viennent au travail même en étant souffrant et doivent trimer pendant les huit heures malgré le mal qui les ronge. Les cadences ont été augmentées de sorte que nous devons atteindre en deux semaines la production que la direction avait prévue pour un mois. Les va-et-vient sont très contrôlés. On a le sentiment que le patron veut tout de suite reprendre ce qu'il vient de nous donner. »

Les principales centrales syndicales sont représentées dans cette entreprise, mais aucune n'a levé le petit doigt. L'initiative d'une riposte nécessaire pour les intérêts des travailleurs ne peut venir que des travailleurs eux-mêmes. Surtout que ce que vivent les travailleurs de Filtisac, c'est la même chose que ce que vivent les travailleurs dans les autres entreprises des zones industrielles de Yopougon, de Vridi, de Koumassi etc. Ensemble, ils peuvent valablement faire front aux attaques patronales.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

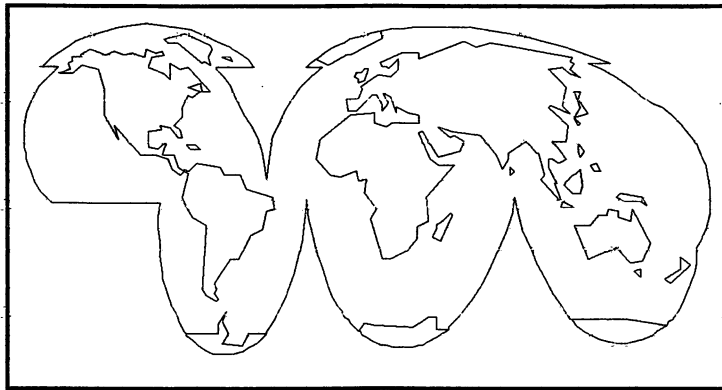
LES CAPITALISTES SONT TOUS DES RAPACES !

Une partie des travailleurs de Uniwood, une scierie à la zone industrielle de Yopougon, est engagée dans un bras de fer avec leur patron. La raison, c'est que ces travailleurs ont découvert que depuis près de 5 ans, le patron prélève sur leurs salaires, les cotisations CNPS sans les reverser. Ils ont marqué un arrêt de travail pour se rendre à la CNPS et clarifier la situation. Ils réclament le

remboursement des sommes qui leur ont été prélevées depuis tout ce temps.

Ce genre d'escroquerie n'est pas un cas isolé dans cette zone industrielle. Les patrons, en plus d'exploiter les travailleurs au quotidien, utilisent ce genre de magouilles pour détourner à leur profit les ponctions opérées sur les feuilles de paie.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

**LA MISÈRE SECRETÉE PAR LE CAPITALISME
SUCITE L'EXODE MASSIF DE MIGRANTS AFRICAINS VERS L'EUROPE**

Le 18 mars, près d'un millier de migrants africains ont tenté collectivement de franchir les grilles de Melilla, enclave espagnole en territoire marocain. Malgré la violence des policiers espagnols et les hauts remparts de grillages surmontés de barbelés et de lames de rasoirs, près de cinq cents d'entre eux ont réussi à passer.

Le six février dernier, à Ceuta, une autre ville espagnole située au Maroc, plusieurs centaines d'Africains avaient tenté leur chance à la nage. La police espagnole avait tiré des balles en caoutchouc sur les nageurs faisant 15 morts parmi eux.

La tentative de Melilla est la plus importante de ces dernières années, mais elle n'est pas la seule, 4000 migrants auraient réussi à passer en 2013 et actuellement il y en aurait 40 000 qui attendent au Maroc une opportunité de passer et 40 000 autres à la frontière de la Mauritanie avec le Maroc.

Les personnes qui laissent derrière eux sur le sol africain, des êtres qui leur sont chers, parents, conjoint et enfants, pour tenter de trouver ailleurs sous des cieux plus cléments, des moyens de vivre plus décemment afin de leur venir en aide ne le font qu'en désespoir de cause. Elles le font parce qu'elles estiment qu'elles n'ont pas d'autre choix pour fuir le dénuement, les dictatures, la xénophobie et d'autres calamités qui minent leur existence.

D'année en année cette situation ne fait que s'aggraver. Les forêts, le sol et le sous-sol du continent africain sont pillés depuis plus d'un siècle de pillage

impérialiste précédé de la saignée qu'a constitué la traite négrière en direction de l'Amérique. Le fruit du travail des ouvriers et des paysans africains a été détourné au profit des firmes multinationales et celles-ci ont fait la fortune des capitalistes qui en sont les propriétaires.

Aujourd'hui l'Afrique est exsangue et en proie à toutes sortes de calamités. En cette période où le système capitaliste est malade et en crise, la soif de profits des classes riches ne connaît plus de limite, ne laissant derrière eux que misère et désolation. Nos dirigeants n'ignorent pas cette situation mais eux-mêmes ne sont que des marionnettes consentantes grassement rémunérées et serviles à l'égard des grandes puissances et des firmes qui tirent les ficelles.

Les peuples d'Afrique ne sont pas les seuls à subir les méfaits du système capitaliste en crise. A l'intérieur même des citadelles des pays riches les travailleurs sont en proie au chômage, aux bas salaires et à la dégringolade multiforme de leurs conditions de vie. Les travailleurs des pays tels que la Grèce, le Portugal, l'Espagne et d'autres subissent de plein fouet le dictat de leurs créanciers, les grandes banques. A des degrés divers tous les pays sont frappés par le chômage et le climat d'insécurité qui en résulte.

Alors les travailleurs des pays riches et ceux des pays pauvres n'ont pas d'autre choix que celui d'opposer une résistance la plus farouche possible à ce système dément qui mène l'humanité à la catastrophe.

**MAURITANIE :
UN POUVOIR VISCÉRALEMENT INCAPABLE D'ÉRADIQUER L'ESCLAVAGE**

Trente-trois ans après son abolition officielle, la pratique de l'esclavage existe toujours en Mauritanie. Certes, c'est une pratique très ancienne dans ce pays et elle est assez ancrée dans la composante traditionnelle de l'ethnie arabo-berbère,

mais il faut dire que les autorités politiques de ce pays ont toujours été complaisantes envers ceux qui traitent encore au 21^{ème} siècle leurs semblables comme leur propriété.

Pour montrer qu'il est "déterminé" et veut "éradiquer" cette pratique, le gouvernement mauritanien a adopté, le 6 mars dernier, "une feuille de route" élaborée avec l'appui de l'ONU. Elle comprend un certain nombre de mesures telle que la création d'un tribunal spécial pour juger les crimes d'esclavage. Des juges spéciaux vont être formés et des ONG seront autorisées à porter assistance aux victimes qui veulent déposer une plainte en justice contre leurs "maîtres".

Mais tout cela n'est que de la poudre aux yeux. Selon le président de l'organisation anti-esclavagiste IRA (Initiative pour la Résurgence du mouvement Abolitionniste) : *"depuis l'édiction de la loi criminalisant ou incriminant l'esclavage en 2007, ce sont les anti-esclavagistes qui sont allés en prison, en réclamant l'application de cette loi [...] il n'y a aucune volonté à l'intérieur du pays, aucune volonté du gouvernement, qui continue à mener une campagne de diabolisation contre les militants anti-esclavagistes. Et aucun tribunal mauritanien n'a rendu un jugement sanctionnant un esclavagiste, malgré les cas des affaires avérées"*.

Les dirigeants politiques mauritaniens sont d'autant plus complaisants envers la caste privilégiée qui pratique l'esclavage qu'eux-mêmes font partie de cette caste. Par contre, ils n'hésitent pas à emprisonner et à réprimer les militants anti-esclavagistes qui osent protester publiquement contre cette barbarie. C'est ainsi que sept militants abolitionnistes ont été emprisonnés à la suite d'une manifestation organisée à

Nouakchott en avril 2012, au cours de laquelle ils ont brûlé symboliquement des livres de droit musulman justifiant la pratique de l'esclavage. Ce geste public a provoqué des manifestations de colère de milliers de Mauritaniens à travers le pays, certains exigeant "vengeance" contre ces militants. Ce n'est qu'en septembre 2012 qu'ils ont été libérés suite à diverses pressions internationales, notamment celles des Etats-Unis et de l'ONU.

Une autre association militant contre l'esclavage, SOS esclavage, a dû attendre dix ans pour n'être finalement reconnue qu'en 2005 par les autorités mauritaniennes.

L'abolition officielle de l'esclavage dans ce pays en 1981 n'a été en effet, qu'un geste purement symbolique. Et la prétendue volonté de l'actuel dictateur Mohamed Ould Abdel Aziz de "l'éradiquer" n'est qu'une gesticulation de plus, destinée à redorer le blason de l'Etat mauritanien sur la scène internationale. Et ceux qui luttent contre l'esclavage en Mauritanie ont mille fois raison de ne pas prendre pour argent comptant les déclarations d'intention du régime dictatorial.

Cette pratique existe, sous une forme ou sous une autre, dans de nombreux pays africains, y compris là où les dirigeants affirment qu'elle n'existe pas. Elle ne disparaîtra réellement, comme toutes les autres survivances des pratiques rétrogrades du passé, que lorsque les travailleurs renverseront la classe des exploiters et prendront le pouvoir entre leurs mains pour éradiquer définitivement toutes formes d'oppression et d'exploitation de l'homme par l'homme.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.